

L'enjeu énergétique des relations entre la Chine et la Russie-Caspienne

C. Locatelli, LEPII-EPE,
CNRS, Université de Grenoble II,
Octobre 2004

La dépendance énergétique de la Chine tant en matière gazière que pétrolière est appelée à croître très fortement dans les années à venir. Sur les huit premiers mois de 2004, ses importations se sont chiffrées à 6,5 millions de barils/jour, ce qui en fait le deuxième importateur mondial de pétrole derrière les Etats-Unis, alors qu'elles étaient nulles en 1992. De la même manière, sa dépendance en matière gazière devrait s'affirmer avec des importations de l'ordre de 40-100 milliards de m³ de gaz en 2010 selon les scénarios disponibles. L'émergence de la Chine sur les marchés des hydrocarbures à de tels niveaux d'importation pose incontestablement la question de ses fournisseurs potentiels. Les volumes en jeu sont considérables et largement susceptibles de modifier les équilibres mondiaux, alors même que les tensions sur les marchés pétroliers sont déjà importantes. L'approvisionnement énergétique de la Chine sera donc une question de géopolitique majeure dans les années à venir.

Cet enjeu international se double d'un enjeu interne d'importance dans la mesure où l'accroissement de la dépendance énergétique chinoise représente un bouleversement complet de sa politique énergétique. Jusqu'à présent, les autorités de ce pays ont avant tout cherché à préserver l'indépendance énergétique en ayant massivement recours au charbon et ceci indépendamment du coût de cette politique. La manière dont la Chine tentera de répondre aux nouveaux problèmes liés à sa sécurité énergétique représente des choix politiques cruciaux pour ce pays. La diversification des fournisseurs d'hydrocarbures est une réponse possible au problème de sa dépendance énergétique. Sera-t-elle la seule ? Ou cherchera-t-elle à être un acteur actif et à peser sur les marchés internationaux, notamment par une internationalisation de ses compagnies énergétiques ? Les choix effectués seront sans doute largement fonction de la stratégie d'insertion internationale qu'elle entend poursuivre tout particulièrement en Asie. La Russie et la Caspienne sont au nombre des pays susceptibles de diversifier l'approvisionnement chinois qui en matière pétrolière provient pour 50% du Moyen Orient. Un examen attentif de la politique chinoise vis-à-vis de cette zone permet d'élaborer un certain nombre d'hypothèses sur ce que pourrait être la stratégie énergétique de ce pays.

1. Russie, Caspienne : des fournisseurs potentiels de la Chine

La Russie et la Caspienne font partie des zones susceptibles de contribuer à la politique de diversification des fournisseurs d'hydrocarbures que développe actuellement la Chine pour faire face à ses besoins et à la croissance de sa dépendance énergétique. La région « Russie-Asie centrale » possède des réserves largement suffisantes pour envisager la mise en place d'un système de pipelines transcontinentaux à destination de l'Asie et plus particulièrement de la Chine.

Pour la Caspienne, les pays concernés par des exportations potentielles vers la Chine sont en premier lieu le Kazakhstan et le Turkménistan. Selon les sources¹, les réserves gazières du

¹ « Des estimations réalistes des réserves de la Caspienne s'imposent peu à peu ».- *Pétrostratégies*, 20 mai 2002, p.4-5 ; *BP Statistical Review of World Energy, 2004*, BP 2004; *Caspian Oil and Gas : the supply potential of Central Asia and Transcaucasia*.- IEA, Paris, 1998.

Kazakhstan varient entre 1 600 et 2 600 Gm³ (notamment grâce à trois gisements Kashagan, Karachaganak et Tenguz) ; celles du Turkménistan varient entre 2 700 et 2 900 Gm³. En conséquence, dès 2015, le Turkménistan pourrait produire plus de 100 milliards de m³ de gaz avec un niveau qui serait susceptible de culminer selon un scénario optimiste à près de 130 milliards de m³. Quant au Kazakhstan, sa production pourrait rapidement atteindre 30 milliards de m³ dès 2010 pour culminer à plus de 50 milliards de m³ en 2020 (dans le cas d'un scénario optimiste)². Les réserves pétrolières importantes de ce dernier³ lui permettent d'envisager d'être un exportateur significatif de pétrole à l'horizon 2010 avec plus de 1 million de barils/jours exportés (pour une production de 2,4 millions de barils/jour à cette date)⁴.

Les réserves gazières russes sont considérables (47,7 trilliards de m³). L'option russe consiste à approvisionner la Chine à partir de deux nouvelles zones de production (en dehors de la Sibérie occidentale), celle de la Sibérie orientale et de l'île de Sakhaline. Pour la Sibérie orientale, trois grandes bassins émergent : ceux de la république de Sakha, de la région d'Irkustk et de la région de Krasnoyarsk. Sur ces trois secteurs, les réserves prouvées et potentielles de gaz ne sont pas négligeables puisque évaluées entre 3,7 et 5,3 trilliards de m³ selon les sources pour les réserves prouvées, et à plus de 50 trilliards de m³ pour les réserves ultimes⁵. Selon le plan énergétique de long terme de la Russie, elles permettent d'envisager en 2010 une production variant entre 25-30 (scénario modéré) et 50 milliards de m³ (scénario optimiste) et en 2020, une production variant entre 55-90 (scénario modéré) et 110 milliards de m³ (scénario optimiste)⁶. Cette région est également potentiellement exportatrice de pétrole. L'objectif du gouvernement est d'assurer une production en Sibérie orientale de 80 millions de tonnes de pétrole par an en 2020⁷ à partir de la République de Sakha, de la région d'Irkustk et de celle de Krasnoyarsk (et de quelques gisements importants comme celui de Yurubchensky, de Talakan et de Verkhne-Chonskoye).

Le développement de Sakhaline constitue quant à lui un cas à part puisqu'il est essentiellement le fait des compagnies pétrolières internationales au travers d'accords de partage de production. Ainsi, les deux premiers accords signés, Sakhaline I et Sakhaline II,

² Smith (R.)- « Politics, production levels to determine Caspian area energy export options ».- *Oil and Gas Journal*, 28 mai 2001, p. 33-38 ; McCutcheon (H.)- « Risk management, financing availability ».- *Oil and Gas Journal*, 24 juillet 2000, p. 38-44 ; *Caspian oil and gas : the supply potential of Central Asia and Transcaucasia*.- IEA, Paris, 1998, p. 52.

³ Les réserves prouvées de pétrole du Kazakhstan sont évaluées à 9 milliards de barils par BP fin 2003.

⁴ « Kazakhstan country analysis briefs ».- *EIA-DOE*, juillet 2003.
<http://www.eia.dov.gov/emeu/cabs/kazak.html>

⁵ L'Agence internationale de l'énergie donne des réserves prouvées de 3,789 trilliards de m³, E. Khartukov des réserves prouvées de 5,3 trilliards de m³ et Petroleum Argus des réserves prouvées de 5,1 trilliards de m³. Sources : Khartukov (E.)- « East Asia's energy security : a russian perspective ».- *The Journal of Energy and Development*, Vol 24, n° 2, 2000, p. 226 ; AIE/OCDE, 2002, op. cit., p. 227.

⁶ Il s'agit du plan énergétique à l'horizon 2020, approuvé en septembre 2003 par le gouvernement russe. Le scénario optimiste repose sur l'hypothèse d'un prix du pétrole de 30\$/bl en 2020.

⁷ The Moscow Times, 19 février 2004.

devraient permettre des exportations gazières dès 2005-2006 pour le Sakhaline I et le Sakhaline II⁸.

Les besoins gaziers et pétroliers de la Chine en font un marché d'autant plus intéressant pour les pays d'Asie centrale et la Russie que les réformes de libéralisation, notamment sur le marché gazier européen, augmentent les pressions concurrentielles. L'Union européenne a de tout temps constitué le marché d'exportation privilégié (et unique) de l'Union soviétique et aujourd'hui de la Russie et de la Caspienne. Aujourd'hui, les stratégies de ces pays sont en train d'évoluer face aux contraintes induites par la libéralisation du marché gazier de l'UE notamment pour la Russie. La volonté désormais clairement affichée de Gazprom de définir une stratégie « d'exportation globale » (vers l'Asie mais aussi les Etats-Unis) est en la manifestation concrète⁹.

2. Logique économique et/ou logique politique ? Les projets d'oléoducs et de gazoducs

Les projets de pipelines, qu'ils soient pétroliers ou gaziers, se structurent autour d'une confrontation principale, entre une option russe à partir de la Sibérie orientale - voire de Sakhaline - et une option à partir de la Caspienne, principalement le Kazakhstan et le Turkménistan. Concernant spécifiquement l'enjeu gazier, cette confrontation revêt une deuxième ligne de choix entre d'une part un approvisionnement qui se ferait principalement à partir du GNL (ce qui concernerait alors uniquement Sakhaline) et d'autre part un approvisionnement sur la base de gazoducs de longue distance.

• L'option russe en matière pétrolière et gazière

Deux grandes voies d'exportation vers la Chine sont considérées et ont à des degrés divers des chances de se concrétiser. En matière gazière, la première voie d'exportation susceptible de se matérialiser à l'horizon 2015 est celle qui vise à approvisionner la Chine à partir du gisement de Kovytko dans la province d'Irkoustk. Ce gazoduc, long de plus de 4 000 km, permettrait d'exporter 20 milliards de m³ par an vers la Chine (et éventuellement 10 milliards de m³ vers la Corée du Sud). Le développement du gisement et du gazoduc se ferait avec l'aide des investisseurs étrangers, notamment BP. Grâce à sa joint venture avec TNK (Tyumen Oil Company), le major anglais est un des principaux actionnaires de la société de production, Rusia Petroleum, qui détient la licence de développement du gisement de Kovytko. Toutefois, une incertitude devra être levée pour que des avancées significatives dans ce projet puissent être enregistrées. Celle-ci concerne l'implication de la société gazière russe, Gazprom, qui vient d'obtenir de l'Etat le monopole d'exportation de gaz vers l'Asie. Dans le contexte actuel de reprise en mains par l'Etat du secteur énergétique, on imagine mal un tel accord se réaliser sans l'intervention, à un quelconque niveau du processus, de compagnies proches du gouvernement russe. Ce projet est toutefois susceptible de se concrétiser avant celui portant sur des exportations à partir des gisements de la république de Sakha, en particulier ceux de

⁸ Le Sakhaline I est conduit par ExxonMobil (30%), des sociétés japonaises regroupées dans Sodeco (30%), et du côté russe par Sakhalinmorneftegas-Shelf (23%) et Rosneft (17%). L'accord de partage de production a été signé en 1996. Le consortium Sakhalin Energy Investment en charge du développement du Sakhaline II est composé de Shell (55%), Mitsui (25%), Diamond Gas (20%). Il n'y a pas de partenaire russe. L'accord de partage de production a été signé en juin 1994.

⁹ Komarov (Y.).- « It's a long time since we have been analyzing implications of gas market liberalization in Europe ». - Interviews, Gazprom, 20 janvier 2004, 5 p.

Chayandinskoye et de Talankan. Moins bien situés en termes de localisation géographique par rapport aux marchés d'exportation envisagés, ces gisements ne seraient développés que dans un deuxième temps, avec des projets d'exportation qui pourraient se réaliser après 2020¹⁰.

En matière pétrolière, la principale voie d'exportation à destination de la Chine consiste en un oléoduc entre Angarsk et Daking puis par la suite une connexion entre Daqing et Pékin. Cet oléoduc d'une longueur de 2 400 km, d'un coût de 1,7 milliard de \$ et d'une capacité de 20 millions de tonnes par an dans sa première phase, est promu par la compagnie pétrolière russe Yukos (qui est déjà un fournisseur important de la Chine¹¹) et par la Petrochina. Longtemps considéré comme étant le premier oléoduc de la zone Caspienne-Russie à destination de la Chine devant être réalisé, ce projet fait face aujourd'hui à deux contraintes importantes (strictement internes à la Russie) qui rendent sa réalisation très improbable à court terme. D'une part, il entre directement en concurrence avec un autre projet russe d'oléoduc, le projet Nakhodka, à destination du Japon. Ce projet soutenu par Transneft, compagnie publique, semble aujourd'hui avoir la préférence du gouvernement russe dans la mesure où au travers de Transneft il garde le contrôle des exportations pétrolières russes. A l'inverse, le projet Yukos est un projet strictement privé. D'autre part, les démêlés de Yukos avec la justice et sa probable mise en faillite laissent planer des doutes sur la viabilité de ce projet, du moins en l'état actuel. La concurrence entre ces deux projets ne fait que refléter les prémisses de ce qui pourrait être une rivalité plus large entre la Chine et le Japon, deux pays à la recherche d'une diversification de leurs approvisionnements. A ceux-ci pourrait rapidement se rajouter la Corée du Sud dont certaines des compagnies énergétiques viennent de signer des accords sur des projets de développement d'hydrocarbures en Russie¹².

- **L'option caspienne : « L'Energy Silk Route Pipeline »**

A partir de la Caspienne, deux voies d'exportation sont envisageables en matière gazière. L'option turkmène (principalement à partir du gisement de Daulatabad) à destination de Shanshan dans la province du Xinjiang soit une distance de plus de 6 000 km, porte sur un volume de 30 milliards de m³ par an pour un coût estimé de l'ordre de 4,7 milliards de \$. L'option Kazakhe (notamment à partir du gisement de Karachaganak) à destination de Shanghai, soit une distance de 3 370 km, porte sur des volumes exportés de l'ordre de 25 milliards de m³ par an.

De fait, c'est surtout en matière pétrolière que l'on assiste à des avancées importantes qui devraient déboucher sur la concrétisation (longtemps repoussée en raison de sa non rentabilité) de l'oléoduc entre le Kazakhstan et la Chine (Xinjiang), dénommé le « West China-West Kazakhstan Oil Pipeline ». L'oléoduc long de 6 000 km devrait transporter 20 millions de brut par an. Le projet consiste en un système complexe de nouveaux tronçons et la réhabilitation de tronçons existants au Kazakhstan même et entre le Kazakhstan et la Chine. Le tronçon reliant Atyrau et Kenkiyak au Kazakhstan (449 km), considéré comme la première

¹⁰ « John Roberts considers the rivalry between Siberia and Central Asia ».- *Oxford Energy Forum*, août 2003, p. 14-17.

¹¹ Yukos devait fournir, en 2004, 120 000 barils/jour à la Chine. « Yukos to Cut China Crude Shipments ».- *International Oil Daily, Energy Intelligence*, Vol 3, n° 181, 21 septembre 2004.

¹² Il s'agirait en particulier du développement du bloc offshore de Veninsky dans l'île de Sakhaline (Sakhaline III) et de la zone ouest du Kamchatsky dans la mer d'Okhotsk. « Koreans tighten energy ties with Russia ».- *International Oil Daily, Energy Intelligence*, Vol 3, n° 182, 22 septembre 2004.

phase du projet, est entré en service en 2003. L'accord signé le 17 mai 2004 entre le gouvernement kazakhe et le gouvernement chinois devrait permettre de lier Atasu (ouest du Kazakhstan) à Alataw Shankou (frontière chinoise), soit 988 km. Cette section réalisée par la CNPC chinoise pour un coût estimé de 650 millions de \$ doit permettre à la Chine d'importer dans un premier temps 10 millions de tonnes de brut d'ici 2005. Sa capacité pourrait être doublée d'ici 2010¹³.

- **Les contraintes et les incertitudes pesant sur la réalisation des pipelines transcontinentaux**

Deux questions sont centrales pour la réalisation des pipelines transcontinentaux. La première a trait au problème de rentabilité de ces projets compte tenu des distances à parcourir. Les engagements financiers à réaliser sont considérables. La rentabilité des pipelines transcontinentaux est aussi dépendante des quantités transportées. Assurer la compétitivité d'un transport par des pipes sur plus de 4 000 km ne se conçoit que si les quantités à importer sont suffisantes. Or, en matière gazière, les incertitudes sur le rythme de pénétration de cette énergie dans le bilan énergétique chinois sont immenses. On ne peut guère contester que la Chine deviendra un importateur gazier majeur, mais à quelle date ? Sur le court terme, les contraintes pesant sur le développement des usages gaziers sont importantes. Elles concernent la compétitivité du gaz par rapport au charbon compte tenu du système de formation des prix hérité de l'économie planifiée, la capacité de la Chine à développer au rythme voulu les infrastructures nécessaires à la création d'un marché unifié en lieu et place de marchés régionaux. Elles portent également sur la place qui sera réservée aux investisseurs internationaux face aux immenses besoins financiers engendrés par le développement de cette industrie¹⁴. Des évolutions organisationnelles, institutionnelles et politiques majeures seront nécessaires au développement sur grande échelle du gaz en Chine¹⁵. En conséquence, l'option GNL est susceptible de s'imposer sur le court terme.

Il faut toutefois noter que la réalisation du « West-East pipeline » accroît la crédibilité d'un approvisionnement à partir de gazoducs dans la mesure où les distances à parcourir en seraient amoindries du fait de l'existence d'un pipeline liant la province du Xinjiang aux zones consommatrices de la côte Est. Les importations de gaz en provenance de cette zone pourraient venir compléter une production chinoise insuffisante à partir du bassin de Tarim¹⁶.

A ces facteurs s'ajoute un risque géopolitique majeur. Les tensions entre les Etats susceptibles d'être traversés par les voies d'exportations, les instabilités politiques et sociales des pays de transit (Afghanistan, Tadjikistan, Kirghizstan), sont des contraintes de premier ordre qui accroissent sensiblement le risque pays et donc le coût de tels projets. Si l'on tient compte de ces facteurs, la Russie bénéficie d'avantages sensibles sur ses rivaux de la Caspienne, les

¹³ « Will Kazakh oil follow the Silk Road to China ? ».- *Energy Economist*, issue 273, July 2004, p. 9-15.

¹⁴ Locatelli (C.).- "The entry of China to the gas market : constraints and opportunities".- *International Journal and Global Energy Issues*, 2004, à paraître.

¹⁵ *Developing China's natural gas market : the energy policy challenges*.- AIE-OCDE, 2002, p. 368 et Xiucheng (D.), Logan (J.).- *Expanding natural gas use in China*.- Advanced International Studies Unit, April 2002.

¹⁶ « LNG to remain dominant ».- *Petroleum Economist*, mai 2003, p. 12.

distances étant moins longues à parcourir, et les pays de transit limités avec la possibilité de routes directes entre la Russie et la Chine.

- **La volonté de diversifier les fournisseurs d'hydrocarbures**

Dans le cas de la Chine, on ne peut s'en tenir à une stricte approche économique basée sur les seuls critères de coût et de rentabilité. Ceci donne une chance réelle aux pipelines transcaspiens de se concrétiser, comme en témoignent les avancées parfois surprenantes de certains projets. La Chine est incontestablement à la recherche d'une diversification de ses fournisseurs afin de répondre à un objectif central de sa politique énergétique : la sécurisation de ses approvisionnements¹⁷. Dans ce contexte, on la voit mal se lier à la seule Russie et ne pas chercher à exploiter à son profit le développement des ressources d'Asie centrale. Face aux attermoissements de la Russie, les Chinois ne peuvent être qu'incités à multiplier les solutions alternatives. A moyen terme, la justification des projets trans-asiatiques sera donc plus motivée par des facteurs politiques que par des considérations d'ordre économique. C'est sans doute dans cette perspective qu'il faut analyser les avancées enregistrées dans la concrétisation de l'oléoduc entre le Kazakhstan et la Chine et ce d'autant plus que les chances de réaliser à court terme l'oléoduc Angarsk-Daking s'éloignent en raison de la politique énergétique menée par V. Poutine.

3. Une politique chinoise « active » pour la sécurisation des approvisionnements

La stratégie de diversification des fournisseurs, aussi importante soit-elle, n'est pas la seule réponse apportée par la Chine pour répondre à ses préoccupations de sécurité énergétique. Ce pays ne sera pas un acteur neutre sur les marchés internationaux et façonnera pour partie les nouveaux rapports de géopolitique. Les variables économiques ne sont qu'un élément parmi d'autres de la décision. Le facteur politique semble tout aussi important¹⁸. Pour la Chine, la question de sa sécurité énergétique ne peut se réduire à une seule approche par le marché. Elle est avant tout une approche stratégique.

Dans ce contexte, la politique chinoise s'inscrit et s'appuie sur le développement de relations bilatérales (voire parfois multilatérales) avec chaque pays concerné¹⁹. Pour la Russie, l'ensemble des projets de pipelines s'inscrit dans un mouvement de recentrage de ce pays sur l'Asie. Ce dernier est notamment marqué par une intensification de ses courants d'échanges avec la Chine et un très net rapprochement politique qui succède aux relations antagonistes qui ont prévalu jusqu'au milieu des années quatre-vingt. Cette évolution a débouché sur la signature en 2001 d'un traité d'amitié et de coopération²⁰. Les deux pays peuvent être tentés de jouer la carte des alliances stratégiques afin de limiter l'influence américaine sur le continent asiatique, et particulièrement sur les républiques asiatiques de l'ex-Union soviétique. Par ailleurs, la Russie et la Chine ont des intérêts communs à stabiliser leurs frontières. Elles ont tout à craindre de l'instabilité politique des pays d'Asie centrale et des

¹⁷ "Philip Andrews-Speed China's future energy policy ».- *Oxford Energy Forum*, mai 2003, p. 5-7

¹⁸ Lelyveld (M.).- "Kazakhstan, China Revive Pipeline Deal".- *MEES*, 47 (29), 19 juillet 2004.

¹⁹ "China's energy needs and strategies : hearing before the US-China economic and security review commission, One Hundred Eighth Congress" 30 october 2003, US Government Printing Office, Washington 2003.

²⁰ Ph. Andrews-Speed, X. Liao, R. Dannreuther, op. cit., p. 62.

risques de déstabilisation de leurs minorités régionales que cette situation pourrait entraîner : d'où l'intérêt des accords visant à développer des marchés régionaux qui aideraient à stabiliser leurs frontières²¹. Différentes organisations de coopération regroupant la Russie, les pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Turkménistan) et la Chine ont ainsi vu le jour. Il s'agit en particulier de la « Shanghai Cooperation Organisation » (créée en 2001) qui regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Notons également l'adhésion récente en septembre 2004 de la Russie à l'Organisation de Coopération des pays d'Asie centrale, Kazakhstan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizstan, à laquelle pourrait également participer le Japon. Ceci peut présager d'une intégration commerciale plus forte entre ces pays (mais aussi d'une nouvelle influence stratégique de la Russie sur des pays de son « étranger proche »)²².

- **Une politique d'accès aux ressources en hydrocarbures**

Deuxième élément important de cette politique de sécurité énergétique, la Chine est à la recherche d'un accès direct aux ressources en hydrocarbures au travers d'une internationalisation de ses compagnies énergétiques. En dépit des réformes de 1998 et de 1999, dont l'objectif était d'ouvrir partiellement le capital des compagnies pétrolières et de les séparer de l'Etat²³, ces dernières demeurent une arme aux mains du gouvernement afin de répondre à ses objectifs. Elles conservent en effet des fonctions de politique énergétique et de régulation qui devraient être dévolues à l'Etat.

Dans cette logique, les compagnies pétrolières chinoises ont à tenté, plusieurs reprises, d'accéder aux ressources en hydrocarbures de la Russie, soit grâce à une prise de participation directe dans une compagnie pétrolière russe soit au travers d'une participation au développement d'un gisement via la signature d'un accord de partage de production²⁴. Ainsi, en 2002, la CNPC avait manifesté son intention de participer à la vente aux enchères des 75% d'actions détenues par l'Etat dans la société Slavneft²⁵. L'Etat russe a rapidement opposé son veto à cette proposition. La Chine souhaiterait également pouvoir intégrer le consortium qui exploite les gisements du Sakhaline II²⁶. Ce sont les mêmes logiques qui prévalent au Kazakhstan. La CNPC détient 85% de la joint venture, Aktobemunaigaz, qui développe le

²¹ Yergin (D.), Eklof (D.), Edwards (J.).- « Fueling Asia's recovery ».- *Foreign Affairs*, mars-avril 1998, p. 34-50.

²² « Russia joins central asian trade bloc ».- *The Moscow Times*, 30 Août 2004, 2 p.

²³ En 1998, les deux principales compagnies pétrolières et gazières d'Etat, CNPC (China National Petroleum Corporation) et SINOPEC (China Petroleum Corporation) ont été transformées en sociétés par actions (*joint stock company*) selon un processus de « corporatisation » traditionnel dans les ex-économies planifiées. Elles ont également été réorganisées sur une base régionale en deux compagnies verticalement intégrées. La CNPC domine dans le nord et l'ouest et Sinopec dans le sud. La China National Offshore Company (CNOOC) détient la majorité de la production d'hydrocarbures offshore. On a donc la constitution de quasi-monopoles régionaux qui limitent l'introduction de la concurrence dans le secteur des hydrocarbures chinois.

Xiucheng (D.), Logan (J.).-*Expanding natural gas in China*.- Advanced International Studies Unit, Pacific Northwest National Laboratory, 2002, p. 21.

²⁴ La Chine souhaiterait investir plus de 10 milliards de \$ dans le développement des ressources énergétiques et des infrastructures en Russie. « Report : China may invest up to \$12 Bln ».- *The Moscow Times*, 22 septembre 2004.

²⁵ « Foreign interest in Slavneft emerges ».- *Argus Petroleum, FSU*, 2 décembre 2002.

²⁶ « China May Join \$10Bln Sakhalin-2 ».- *The Moscow Times*, 27 août 2004.

gisement d'Aktobe et celui de Zhanazhol. Elle est majoritaire dans la joint venture créée pour le gisement pétrolier de North Buzachi. Elle souhaitait également prendre des parts dans le consortium qui exploite le gisement de Kashagan, mais les principaux actionnaires du consortium s'y sont opposés.

* * *

Face à la croissance de sa dépendance énergétique, la Chine tend de plus en plus à s'affirmer comme un acteur essentiel et actif du marché des hydrocarbures. Ses compagnies pétrolières sont incontestablement un outil au service de cette politique. Leur stratégie d'internationalisation en Caspienne et leur tentative d'accéder directement aux ressources en hydrocarbures russes démontrent l'importance que revêt aux yeux du gouvernement chinois la zone Russie-Caspienne. Sur le long terme, les immenses réserves gazières et pétrolières sont l'atout majeur de cette zone. En revanche à court terme, de nombreuses incertitudes demeurent sur la viabilité des projets tant en provenance de la Caspienne que de la Russie. Les difficultés de la transition à l'économie de marché les expliquent en partie au même titre que les instabilités politiques de la zone.

Bibliographie

BP Statistical Review of World Energy 2004. BP 2004

Caspian Oil and Gas : the supply potential of Central Asia and Transcaucasia.- IEA, Paris, 1998, p. 52.

"China's energy needs and strategies : hearing before the US-China economic and security review commission, One Hundred Eighth Congress" 30 october 2003, US Government Printing Office, Washington, 2003.

« China may Join \$10Bln Sakhalin-2 ».- *The Moscow Times*, 27 août 2004.

« Des estimations réalistes des réserves de la Caspienne s'imposent peu à peu ».- *Pétrostratégies*, 20 mai 2002.

Developing China's natural gas market : the energy policy challenges.- AIE-OCDE, 2002, p. 368

« Foreign interest in Slavneft emerges ».- *Argus Petroleum, FSU*, 2 décembre 2002.

« John Roberts considers the rivalry between Siberia and Central Asia ».- *Oxford Energy Forum*, août 2003, p. 14-17.

« Kazakhstan country analysis briefs ».- *EIA-DOE*, juillet 2003.

Khartukov (E.).- « East Asia's energy security : a russian perspective ».- *The Journal of Energy and Development*, Vol. 24, n° 2, 2000, p. 226

Komarov (Y.).- « It's a long time since we have been analyzing implications of gas market liberalization in Europe ».- Interviews, Gazprom, 20 janvier 2004, 5 p.

« Koreans tighten energy ties with Russia ».- *International Oil Daily*, Energy Intelligence, Vol. 3, n° 182, 22 septembre 2004.

Lelyveld (M.).- «Kazakhstan, China revive pipeline deal».- *MEES*, Vol. 47, n° 29, 19 juillet 2004.

« LNG to remain dominant ».- *Petroleum Economist*, mai 2003, p. 12.

Locatelli (C.).- «The entry of China to the gas market : constraints and opportunities».- *International Journal and Global Energy Issues*, 2004, à paraître.

McCutcheon (H.).- « Risk management, financing availability ».- *Oil and Gas Journal*, 24 juillet 2000, p. 38-44

Peimani (H.).- *The Caspian Pipeline Dilemma : Political Games and Economic Losses*.- Praeger, Westport, Connecticut, London, 2001, 134 p.

“Philip Andrews-Speed China’s future energy policy ».- *Oxford Energy Forum*, mai 2003, p. 5-7

« Russia Joins Central Asian Trade Bloc ».- *The Moscow Times*, 30 Août 2004, 2 p.

Smith (R.).- « Politics, production levels to determine Caspian area energy export options ».- *Oil and Gas Journal*, 28 mai 2001, p. 33-38

The Moscow Times, 19 février 2004.

« Will Kazakh oil follow the Silk Road to China ? ».- *Energy Economist*, issue 273, july 2004, p. 9-15.

Xiucheng (D.), Logan (J.).- *Expanding Natural Gas Use in China*.- Advanced International Studies Unit, April 2002.

Yergin (D.), Eklöf (D.), Edwards (J.).- « Fueling Asia’s Recovery ».- *Foreign Affairs*, mars-avril 1998, p. 34-50.

« Yukos to Cut China Crude Shipments ».- *International Oil Daily, Energy Intelligence*, Vol 3, n° 181, 21 septembre 2004.